



DES ÉTINCELLES DANS LES TAULES

La prison est une torture continue et l'été ne fait que l'empirer. Il faut en plus ajouter la "surpopulation" des taules françaises et les grèves de la maçonnerie qui ont ponctué la fin du printemps. Début mai, il y avait quelques 68.000 détenus dans les prisons de l'Hexagone (ce chiffre, le plus important jamais atteint, en dit long sur la guerre que l'État et la Justice mènent contre les pauvres). Tout ça dans des taules faites pour enfermer 57.300 détenus, c'est-à-dire qu'en moyenne il y a 120 prisonniers entassés là où il y aurait à peine l'espace prévu pour 100. De plus, les grèves des matons (qui, n'ayant pas le droit de s'abstenir de leur sale travail, bloquent les entrées des taules pendant leur temps libre) réduisent ou font sauter parloirs, activités et promenades, retardent la cantine etc. En deux mots, ce sont les prisonniers qui payent (encore) quand les chiens râlent pour quelques miettes. Bien sûr, la solution ce n'est pas plus de places en taule, ni des conditions meilleures, ni plus de matons ou mieux payés. Les révoltes dans les prisons éclatent le plus souvent pour des améliorations partielles (transferts, meilleures conditions de détention, accès à des mesures alternatives etc.) ou face à des abus ponctuels. Mais on ne doit pas oublier que la prison elle-même est une abomination et que la seule solution est sa destruction. Et ces derniers temps, bien qu'à partir de revendications et objectifs partiels, quelques détenus ont commencé.



L'été débute avec la morne normalité des suicides. Le 14 juin un homme s'est pendu dans la prison de Nantes (il est le quatrième en trois mois, là-bas) ; un détenu des Baumettes (Marseille) connaît le même sort le 8 juillet. A Bois-d'Arcy (78), le 6 août, c'est un jeune de 29 ans qui se pend. Le 29 juillet c'est la « mort naturelle » pour un prisonnier de Béziers: il était tombé d'un escalier et n'a pas été soigné. Mais il y en a aussi qui dirigent leur haine contre les plus proches parmi les responsables de leur enfermement. Tout d'abord (à ce qu'on sait) un prisonnier prend une petite revanche sur une matonne de Saint-Quentin-Fallavier (38), retenue pendant une heure avec une lame de rasoir. Samedi 20 juillet, à Moulins-Yzeure (03) un homme prend en otage un maton grâce à un couteau de cuisine dûment aiguisé. Le gars, récemment transféré depuis Roanne car suspecté de préparer une évasion, veut voir sa femme et être transféré ailleurs. Rebelote le mercredi 14 août, à Ensisheim (68) : un détenu séquestre une matonne parce qu'on lui a refusé un traitement médical. C'est à l'EPM de Porcheville (78) que trois ados détenus dans ce bagne pour jeunes rendent la politesse aux matons et pour rien de moins que la liberté. Le 5 août, ils battent et ligotent un maton avant de l'enfermer inconscient dans un local à poubelles. Ils essayent ensuite de se faire la belle en passant par le toit, mais malheureusement ils se font rattraper. Deux prisonniers de la taule de Meaux (77) ont eu plus de chance. Le 24 juin, lors d'une activité sportive en dehors de la prison, ils ont réussi à déjouer la surveillance des matons du SPIP et s'enfuir. Deux jours plus tard c'est depuis le tribunal de la même ville qu'un détenu arrive à sévader, en se mélangeant aux personnes venues assister au spectacle de la Justice. Il avait été extrait de prison pour être jugé pour vol et venait d'écoper de 5 ans de prison ferme...

En août la température monte encore. Jeudi 1er août, à Bourgen-Bresse (01), une vingtaine de prisonniers se révoltent. Ils investissent une aile de la prison et détruisent tout, notamment les caméras de vidéosurveillance et des tuyaux d'eau, en inondant deux étages. Le mobile de cette mutinerie est le comportement particulièrement autoritaire d'une matonne et

le fait que les Juges d'Application des Peines sont très stricts. Lundi 19, à Blois (41), un détenu est victime de l'énigme « mort suspecte ». Une soixantaine d'autres prisonniers se mutinent et saccagent un secteur de la taule. Ils font aussi sortir d'autres prisonniers de cellule. Les super-matons de l'ERIS matent la révolte, mais la prison a subi des dégâts importants et doit être partiellement évacuée. Pour continuer, mardi 20, à Châteaudun (28), une vingtaine de détenus donnent l'assaut au local abritant le centre informatique de la prison et cherchent à l'incendier. Ensuite ils montent sur les toits et jettent des dalles sur les matons. Le lendemain, dans l'après-midi, une autre trentaine de prisonniers essaie de rejoindre le chemin de ronde depuis la cour de promenade. Les ERIS, qui sont là depuis la veille, y mettent trois heures pour « ramener le calme » (avec flashballs, gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement...). Une vingtaine de détenus est transférée et l'Administration Pénitentiaire, craignant que la révolte se propage à tous les 590 prisonniers, appelle des renforts depuis Paris, Rennes et Dijon. Le matin du jeudi 22, à Bois-d'Arcy (78), un détenu fait un malaise et le médecin n'arrive pas. Pour protester, une vingtaine d'autres prisonniers refuse de rentrer de la cour de promenade, jusqu'à l'arrivée des ERIS. Encore le 22, c'est le tour des retenus du Centre de Retention Administrative du Mesnil-Amelot (77). L'un d'entre eux est brutalement frappé par les flics car il a sauté par dessus une grille pour récupérer un ballon de foot. Les autres commencent à taper sur une grille, qui cède. Les keufs réagissent avec matraques et gaz. Plus tard il y aura deux départs de feu, auxquels les flics répondront avec une garde à vue et en bloquant tout le monde dans la cour. Et l'été se termine (pour l'instant) bien : avec une belle évasion ! Dans la nuit de vendredi 30 août, onze prisonniers du CRA de Vincennes arrivent à scier un grillage et prennent la clef des champs.

Les mutineries d'août nous montrent que la détermination de quelques personnes peut amener à des résultats concrets, tels que mettre la prison de Blois dans un état d'« insécurité » (parole de maton). Face à ces rebellions, l'AP répond avec le mitard, la violence, des dénonciations et des transferts.

Et nous, ennemis des prisons, dehors ? Le courage et la détermination avec lesquels les mutins se révoltent appellent à notre solidarité concrète. Pourtant, notre haine contre les prisons et tout ce qui les fait exister ne saurait se limiter à faire écho aux révoltes à l'intérieur de ces murs. Chacun de nous a mille raisons de détester la taule et peut trouver ses propres temporalités et ses propres moyens pour attaquer la machine de l'emprisonnement. Si on n'a pas la force de s'attaquer directement à ces sales murs, songeons au fait que la prison n'est pas que ça. Les matons n'arrêtaient pas d'être des bourreaux quand ils enlèvent leurs uniformes. C'est ce que se sont peut-être dit les anonymes qui ont vandalisé six bagnoles sur le parking du personnel du Centre pénitentiaire de Gasquinoy (Béziers, 34) le 25 mai 2013, ou encore ceux qui ont incendié quatre véhicules de matons juste à côté de la taule de Ploemeur (56) le 25 octobre 2012. C'est ce que se sont peut-être dit ceux qui à Paris, fin janvier et début février, ont brisé les vitrines de deux permanences de la CGT, syndicat qui, outre d'autres saloperies, fédère les matons. Et comment oublier toutes les entreprises qui s'engraissent en faisant marcher les taules, par exemple en amenant la bouffe, en fournissant la cantine, en nettoyant, en faisant la manutention, en exploitant le travail des détenus, etc. Et il y a aussi les entreprises qui bâtissent les prisons (et des fois en restent propriétaires, tout en les louant à l'État). S'en prendre à tout cela pourrait être beaucoup plus facile que viser directement les taules. N'empêche, une démarche de ce type saurait donner quelques problèmes à ceux qui enferment. C'est ce que se sont peut-être dit les anonymes qui le 15 avril 2013 s'en sont pris à Eiffage, un des principaux bâtisseurs (et parfois propriétaire) de taules. Un incendie sur des engins de chantier, à Pontcharra-sur-Turdine (69), a causé environ 500.000 euros de dégâts à ces vautours. Il s'agit ici de quelques exemples concrets de comment tout un chacun peut lutter contre les prisons.

EN SOLIDARITÉ AVEC LES MUTINERIES DEDANS, QUAND IL Y EN A. MAIS SURTOUT, ET TOUT LE TEMPS, POUR UN MONDE DE LIBERTÉ

Brèves

•MANTES L'INCENDIAIRE•

Ça chauffe à Mantes-la-Jolie (78). Deux incendies ont éclaté dans la nuit du 2 au 3 juillet. Sur le chantier d'une future école, deux « mauvais élèves » ont mis le feu à des palettes entassées à côté d'un engin de chantier. Au milieu des flammes il y avait deux bonbonnes de gaz ouvertes... le boom a été évité parce que les pompiers sont arrivés en vitesse. En même temps quelqu'un a bouté le feu à deux voitures garées dans le parking souterrain du centre commercial du Val-Fourré. L'incendie a endommagé les installations électriques, empêchant à quelques 20 commerces (sur 80) d'ouvrir, mercredi matin. L'école en barbecue, pas de boulot et pas de courses : chaque âge saccage sa cage !

•NI OUBLI NI PARDON•

C'était l'appel d'une manif en souvenir de Clément Méric, tué le 6 juin par un facho. Dimanche 23 juin, des milliers de personnes ont défilé depuis Opéra, vers la Seine puis jusqu'à Stalingrad. A côté de ceux qui faisaient de la pub à leur parti ou syndicat, il y avait

aussi pas mal d'enragé(e)s. Des personnes qui ne connaissent pas forcément Clément, qui ne le considéraient pas forcément comme leur « compagnon ». Des personnes qui pensent que le fascisme n'est qu'un des visages morbides de ce monde d'ennemis de la liberté. Qu'il n'y a pas à choisir entre fascisme et démocratie, mais à les attaquer. Parce que les deux ne sont que la version brutale et celle peut-être moins brutale mais plus sournoise de la même domination. Des dizaines de banques ont eu leurs distributeurs de billets défoncés, les vitrines défoncées et taguées, les caméras obstruées. Tout le long du parcours, ces joujoux pour petits bourgeois que sont les Autolib', des sucettes publicitaires JCDecaux, des aubus RATP, des cabines téléphoniques ou des agences immobilières ont essuyé les coups de celles et ceux qui ont la haine de ce monde. Pas de pardon. Et ça ce n'est qu'un tout petit début.

•TEL EST NOTRE ANTIFASCISME•

La nuit du 18 juin, deux distributeurs de billets se sont fait défoncer entre Belleville et République, et un citoyen trop curieux a perdu une dent. L'action se veut dédiée à la mémoire de Clément Méric. Dans le communiqué : « L'heure est à l'attaque de

ce monde qui produit les déchets fascistes et leurs faux ennemis démocrates ».

•« STRIKE » MANQUÉ DE PEU•

La nuit du 30 au 31 août à Gennevilliers (92), une patrouille de flics manque de se faire écrabouiller par un bloc-moteur de scooter pesant 5 kilos, lancé du haut d'un immeuble. Le coup gagnant n'est manqué que pour un mètre. Toi aussi tente ta chance !

•A CHACUN SON VELIB'•

Le cauchemar de JCDecaux et des bobos : l'an dernier, comme chaque année, 9 000 Velibs', sur un parc de 20 000, ont été volés ou dégradés, soit près d'un sur deux, explique la mairie de Paris sur son blog. Depuis son lancement, c'est près de trois fois le parc de vélos qui a été volé ou vandalisé. Dès 2009, soit deux ans après la mise en place du service, 18 000 vélos avaient été détériorés et 8 000 volés. A cette date, chacun des 20 000 Vélib' parisiens avait déjà été remplacé au moins une fois, expliquait à l'époque JCDecaux à ses copains du Figaro. Le phénomène se concentre aujourd'hui essentiellement dans le Nord-Est parisien. Sur une zone couvrant les 18e, 19e, 20e arrondissements de Paris, Pantin, Aubervilliers et Bagnolet, une cinquantaine

de stations sont concernées chaque jour, raison pour laquelle une vingtaine d'entre elles ont tout bonnement été fermées "jusqu'à nouvel ordre", créant un vide pour tous les bobos que rendaient libres des vélos mis à disposition par la mairie de saint-bobo. Courage à eux, et vive le vandalisme !

•ET UNE POUR LES FASCISTES !•

Une dizaine de jours après son inauguration, la permanence de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) des porcs du FN est visée par un bon vieux cocktail molotov le 15 juillet dernier, occasionnant quelques dégâts minimes, mais toujours sympathiques. Parce que ça fait toujours plaisir quand la bande à facho-populo s'en prend une !

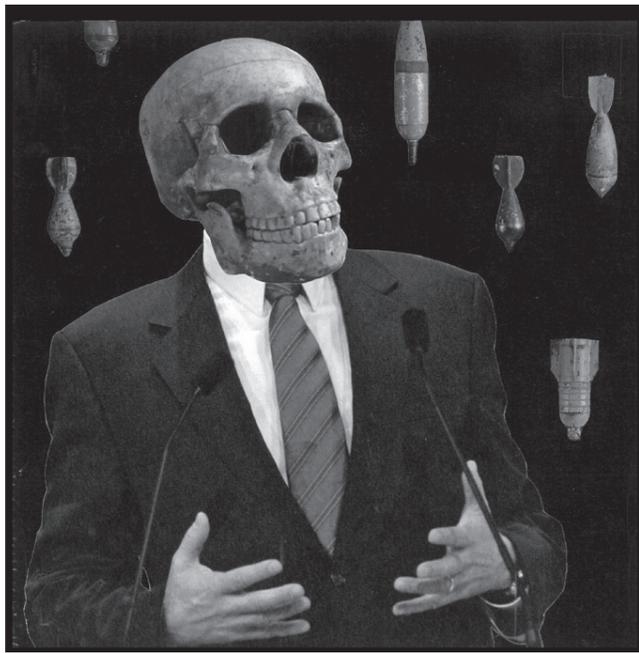
•LA TV C'EST DE LA MERDE !•

Toujours à Boulogne-Billancourt, début juillet, un sexagénaire inspiré est arrêté après avoir jeté un seau rempli de merde dans la gueule de Claire Chazal. La scène s'est déroulée lorsque la journaliste quittait les locaux de TF1 au volant de sa voiture dont une vitre avait le malheur d'être ouverte. Claire connaît donc maintenant le goût de ce qu'elle nous sert tout les jours au JT. Match nul, balle au centre.

Mort au pouvoir !

La nuit du 23 au 24 juin, les vitres du local PS du XXe, rue Ernest Lefèvre, sont parties en éclats. Une jolie phrase (une promesse ?) est apparue sur ses murs gris : « Mort au pouvoir ! ». Ces mêmes vitrines avaient déjà été défoncées en mai 2012, peu avant l'élection de Hollande (« A bas l'État » et « Détruisons le pouvoir » comme tags cette fois-là). Jeudi 4 juillet c'est le tour du siège PS rue Léopold Bellan (IIe), mais ici les vitres sont solides et tiennent le coup. Dimanche 29 juillet, dans l'après-midi, un gars défonce les vitres du local du PS, rue Dausmenil (XIIe) mais, malheureusement, se fait chopper par les flics. Enfin (pour l'instant...), dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 août, ce sont quatre locaux qui sont ciblés. Rebelote pour celui de rue Lefèvre, tagué comme celui du passage Brady (« Expulseurs de sans papiers »). Les permanences PS du IIIe (40, rue Charlot) et du XVIIIe, quant à elles, sont également taguées et comme bonus ont leurs serrures bloquées avec du mastic.

Décidément le pouvoir, même socialo, n'est pas aimé. La moitié des locaux PS de la capitale a été dégradée pendant la dernière année, bien que depuis janvier les sièges socialistes soient l'objet d'une surveillance accrue. La bonne blague, fin août, l'Etat annonce un dispositif de surveillance encore plus renforcé, c'est à dire quelques pauvres petites patrouilles pour toutes les permanences de la mégalopole, pas de quoi empêcher la rage de s'exprimer... « S'attaquer aux locaux des partis politiques républicains, c'est s'attaquer à la République et à la démocratie elles-mêmes » se plaignait fin juin F. Calandra, maire socialiste du XXe. Tout à fait.



Des voisins de merde...

A l'angle de la rue Vicq d'Azir et du boulevard de la Villette, à deux pas de la place du Colonel Fabien, il y a un grand bâtiment au bas sombre : la **Résidence Capitaine Paoli**. Il appartient à la fondation Maison de la Gendarmerie (dont le siège est au **10 rue de Tournon, Paris 6e**), qui a pour but d'« aider, assister et secourir » ses associés. Et, comme son nom l'indique, il s'agit d'une association de... gendarmes. Ces braves pandores cotisent entre 4 et 11 euros par mois (selon le grade) et permettent à la fondation de disposer d'un budget qui en 2011 a atteint plus de six millions d'euros. Ces thunes sont surtout employées pour des allocations d'études et pour les centres de vacances des gendarmes et de leurs enfants (« hôtels et centres de vacances pour jeunes »).

La Résidence Capitaine Paoli fonctionne à la fois comme résidence pour étudiants et comme hôtel. En fait, il y a 21 studios meublés avec kitchenette, douche et WC, à 530 euros par mois. Ils sont destinés aux fils et filles de gendarmes faisant leurs études sur Paname (les braves fistons ont aussi accès prioritaire à la Résidence Simone Weil, gérée par le CROUS, à Boulogne-Billancourt). On y trouve aussi 54 chambres doubles (ou familiales) pour les gendarmes visitant Paris quand ils se reposent de leur sale boulot, bien sûr à des prix bien appétissants ! Belleville est déjà plein de touristes et de bobos, il fallait encore les gendarmes ! (qui, d'ailleurs, au cas où ça ne leur suffit pas, ont aussi à leur disposition le **Relais Moncey**, au **4 rue d'Odessa dans le 14e**). Mais si quelqu'un a un mot à dire aux soldats de la loi, voilà où en trouver...

Le soir du 14 juillet, pendant plusieurs heures dans le 20ème arrondissement, plusieurs petits bataillons de flics se font arroser par des tirs de mortiers par des groupes mobiles, depuis les carrefours et les toits.

Les flics en bataillon éclairent d'un projecteur puissant les fenêtres et les toits de la rue Tourtille pour repérer les tirs et marquer le territoire, mais tout le monde se moque au balcon et profite d'être haut perché pour indiquer les arrivées de flicaille au loin. Vers 3h du mat', les pompiers venus éteindre un feu rue Pali-Kao se font canarder à leur tour.

La révolte avant la fête

Le lendemain, dans la nuit de dimanche à lundi, rebelote, cette fois avec des barricades pour bloquer la circulation des flics. Les flics rentrent dans les immeubles pour récupérer les personnes sur les toits. Ils se font canarder en beauté et courent dans tous les sens. Ils sont plus remontés que la veille, l'un d'eux s'étant pris un mortier dans la visière.

On espère que l'an prochain, et tous les jours d'ici-là d'ailleurs, on passera des escarmouches aux destructions,

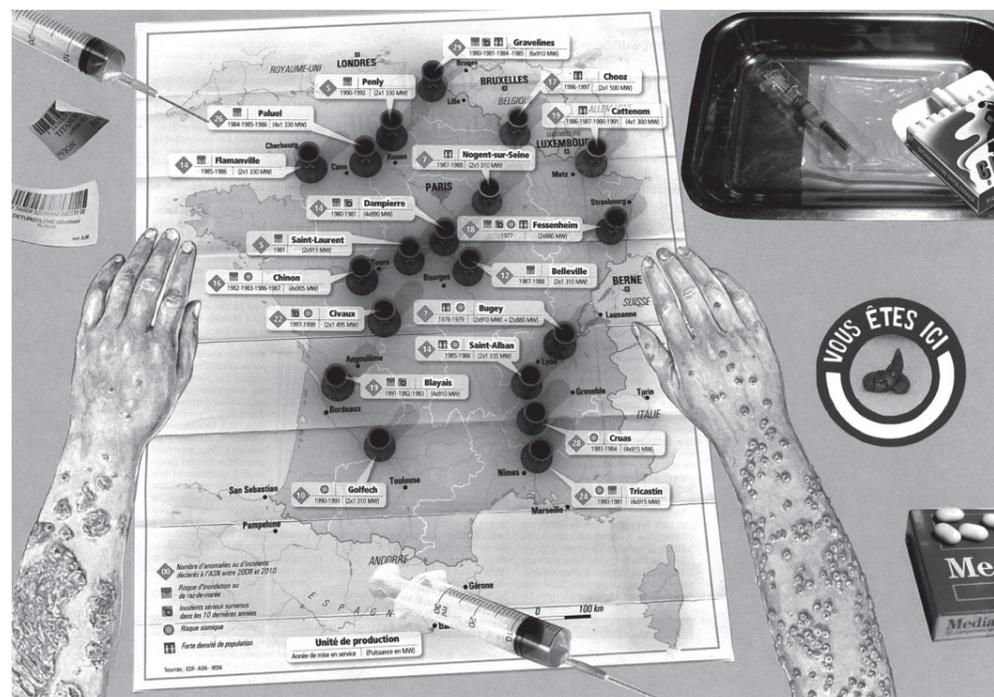
et que les meufs ne seront pas là que pour faire les guets. Le même jour, une caserne de CRS située dans le 20ème arrondissement se prend elle aussi sa volée de mortier, un tir atterrisant dans la cour entraîne une détonation qui projette des éclats jusque dans la chambre d'un keuf, qui s'en sort malheureusement indemne.

Ailleurs en cette période de « fête nationale », on s'en est aussi donné à cœur joie : à Champigny-sur-Marne (94) par exemple, où le commissariat s'est pris des tirs de mortier deux jours de suite, tirs visant également les voitures de keufs garées devant. Ce comico est depuis de nombreuses années pris pour cible, preuve que le classement du

quartier du Bois-Abbé en ZSP depuis un an ne calmera aucunement la rage contre l'Etat. A Villeneuve-la-Garenne (92), plusieurs personnes caillassent le commissariat puis incendient voitures et poubelles alentours pour obliger les schmits à sortir de leur terrier. Même scénario à Aulnay-sous-Bois où les keufs doivent se dégager en tirant au flash-ball. Sur l'ensemble de la région parisienne, quelques 21 flics sont blessés, 256 voitures cramées. Alors que la fête anti-nationale se poursuit !



Ni nucléaire, ni gendarmes!



15, rue Louis Lejeune à Montrouge. C'est, depuis janvier, la nouvelle adresse de l'**Autorité de Sécurité Nucléaire**. Cet organisme, appelé « le gendarme du nucléaire », est censé veiller au respect des règles de sûreté (règles que l'ASN a elle-même définies) des installations qui utilisent ou transportent des substances radioactives (ou des appareils qui produisent des rayonnements ionisants sans qu'il y ait une fission nucléaire, comme les appareils de radiographie ou de

radiothérapie). Il s'agit de centrales électronucléaires, de dépôts de déchets nucléaires et aussi de sources de radioactivité moins connues, telles que les centres de recherche, certaines installations dans des industries non-nucléaires (comme pour la stérilisation de certains produits ou outils etc.), les laboratoires de radiologie et d'autres appareils médicaux (ils appellent ça le « nucléaire de proximité », sérieux !). Bref, des machines des dentistes aux missiles nucléaires de l'armée.

Outre celle de contrôle, l'ASN a aussi une mission d'information. C'est-à-dire que le boulot de ces experts payés par l'Etat est de nous dire que *tout va bien* et que les désastres n'arrivent que chez les autres. Que la mort au compte-gouttes que la technologie nucléaire élargit chaque jour à chacun(e) de nous est tout à fait acceptable. *Tout va bien* et tout irait bien même en cas de désastre majeur, comme la fusion du cœur d'un réacteur (ex. Fukushima, Tchernobyl, Three Miles Island...) ou une grosse fuite d'éléments radioactifs. Une de celles qui passent au JT, car des « petites » il y en a tous les jours dans les centrales, centres de stockages, etc. Et puisque le « risque zéro » n'existe pas, le but n'est pas qu'il n'y ait pas d'accidents, mais qu'on apprenne à faire avec. Avec la pollution nucléaire quotidienne ou avec une vie dans des zones contaminées « à la Tchernobyl »... Bien sûr, « la gestion des situations d'urgence radiologique » revient également à l'ASN. Et pensons que la « gestion » de l'accident de Fukushima au Japon a signifié, entre autres, l'évacuation *manu militari* des quelques 180.000 personnes vivant dans les 20 km autour de la centrale...

Mais puisque nous sommes dans une démocratie, et des plus illuminées (avec toute l'électricité d'origine nucléaire qu'on a !), voilà que l'ASN pense à informer toujours plus les citoyens. Pour mieux nous leurrer, l'ASN a inauguré, vers la mi-juin, un centre d'information tout neuf au rez-de-chaussée de son siège. Ils y exposent un tas de livres et de revues et sont prêts à y accueillir des groupes scolaires. On sait très bien à quoi sert leur propagande : nous faire avaler la pilule de la nécessité du nucléaire - sans danger, bien sûr ! - pour faire marcher ce monde. Mais nous voulons justement en finir avec ce monde et toutes ses technologies mortifères. Pourquoi ne pas aller les informer de ce que nous pensons du nucléaire (et de la société qui va avec), ses risques, ses contrôleurs et ses gendarmes, leurs mensonges ?

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture vis-à-vis de l'Etat,



du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.